

LES IMPOTS PAYES PAR LES GRANDS DU NUMERIQUE

2 exemples frappants de comment les grands du numérique optimisent isent leurs profits et leur communication MICROSOFT et AMAZONE

I/ MICROSOFT SE CACHE DERRIERE LES LEGISLATIONS DES DIFFERENTS PAYS (POURQUOI PAS LES ILES CAÏMAN PAR EXEMPLE ???) .. UN ÉNORME SIGNAL D'ALARME D'ÉVITEMENT FISCAL": MICROSOFT NE PAYE PAS D'IMPÔTS DANS PLUSIEURS PAYS

A.G avec AFP

Le 13/10/2022 à 4:43

Microsoft - Gérard Julien/AFP

Selon une étude publiée ce jeudi, le géant informatique américain transférerait ses bénéfices à des sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux, aux Bermudes ou à Porto Rico.

Au Royaume-Uni, Australie ou Nouvelle-Zélande: le géant américain de l'informatique Microsoft évite, grâce à une structure complexe, **de payer des impôts sur des milliards de dollars dans des pays où il détient pourtant des contrats publics lucratifs**, selon **une étude publiée jeudi.**

"Dans de nombreux cas, Microsoft n'a payé aucun impôt ces dernières années en transférant les bénéfices à des sociétés domiciliées fiscalement aux Bermudes et d'autres paradis fiscaux", dénonce dans un communiqué le Centre pour la recherche et la responsabilité fiscale des entreprises (Cictar), un cabinet d'étude basé en Australie.

"Microsoft se vante d'offrir des marges de profit de plus de 30% à ses actionnaires. Pourtant, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande, (l'entreprise) fait état de rendements de 3 à 4%" seulement, s'étonne Jason Ward, analyste du cabinet, cité dans le communiqué.

Plusieurs milliards de dividendes

"Il ne semble pas crédible que ces marchés prospères affichent des performances aussi faibles", ajoute-t-il, y voyant "un énorme signal d'alarme d'évitement fiscal", qui "prive le secteur public de revenus dont il a tant besoin", malgré les "milliards gagnés en tant que fournisseur des gouvernements" de ces pays.

Selon l'étude, Microsoft Global Finance, une filiale irlandaise qui a le statut de résidente fiscale aux Bermudes, a centralisé plus de 100 milliards de dollars d'investissements et, malgré un bénéfice d'exploitation de 2,4 milliards de dollars, n'a payé aucun impôt en 2020. Autre exemple cité par Cictar, Microsoft Singapore Holdings a publié en 2020 des bénéfices, provenant de dividendes, de 22,4 milliards de dollars, mais annoncé une charge fiscale de 15 dollars seulement.

Microsoft a pourtant conclu ces cinq dernières années des contrats publics dont les montants s'élèvent à au moins 3,3 milliards de dollars au Royaume-Uni, États-Unis, Australie ou Canada, selon les données de cette étude.

Le cabinet souligne que Microsoft fait l'objet d'enquêtes des services fiscaux aux États-Unis et dans d'autres pays, notamment en Australie, et que "plus de 80% de ses revenus étrangers totaux transitent par Porto Rico et l'Irlande".

"Au cours des exercices 2021 et 2020, nos centres d'exploitation régionaux étrangers en Irlande et à Porto Rico, qui sont imposés à des taux inférieurs au taux américain, ont généré 82% et 86% de nos revenus étrangers avant impôt", indiquait ainsi Microsoft dans son rapport annuel de 2021.

Contacté par les auteurs du rapport, Microsoft a assuré respecter "toutes les lois et réglementations locales" dans les pays où il a des activités.

II/ AMAZON

Publié le 10/11/2021 à 17h24 & mis à jour le 12/11/2021 à 14h14

Dans les 600 Millions d'euros que AMAZON DÉCLARE PAYER EN France, il ose inclure 50% (300Mio) qui correspondent à de la TVA (que le consommateur paye à Amazon et qu'il rétrocède à l'état et les COTISATIONS SOCIALES qui sont déduit des salaires des employés et rétroversés à l'état ... FORT TRES FORT .. AMAZONE

Amazon dit avoir payé 600 millions d'euros d'impôts en France en 2020, après 250 millions d'euros en 2018 et 420 millions d'euros en 2019 ! Et ce, alors que les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 ont donné leur feu vert à une grande réforme fiscale, visant à taxer de manière plus équitable les multinationales et à instaurer un taux d'impôt minimal mondial de 15%.

Bonne nouvelle pour les finances publiques. Le géant américain de l'Internet Amazon a annoncé avoir payé plus de 600 millions d'euros de prélèvements obligatoires en France en 2020, pour un chiffre d'affaires de 7,3 milliards d'euros.

C'est la troisième année où la multinationale communique sur son [imposition](#) : en 2018, elle avait payé 250 millions d'euros, puis 420 millions d'euros en 2019. Au même titre que d'autres multinationales américaines comme Google, Apple et Facebook (les "Gafa"), [Amazon](#) est régulièrement accusée de minorer ses revenus en France pour réduire ses impôts.

Sur les 600 millions d'euros, environ 310 millions sont des prélèvements directs (impôt sur les sociétés, cotisations patronales ou encore impôts locaux), **et le reste correspond à des taxes comme la TVA ou les cotisations sociales.** "Il est important d'adopter une vision d'ensemble car se focaliser uniquement sur un élément de la fiscalité, tel l'impôt sur les sociétés qui, selon une étude de l'OCDE, représente 4% environ des recettes fiscales en France, ne donne qu'une vision tronquée de la contribution fiscale des entreprises", a assuré Amazon dans un communiqué.

Cette annonce intervient alors les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 ont donné le 31 octobre leur feu vert à une grande réforme fiscale, visant à taxer de manière plus équitable les multinationales et à instaurer un taux d'impôt minimal mondial de 15% à partir de 2023. À l'occasion de l'Amazon Academy, un événement dédié aux entrepreneurs du e-commerce qui s'est tenu mercredi à Paris, la multinationale a aussi communiqué sur son chiffre d'affaires en France en 2020, en hausse de 28% par rapport à 2019, où il s'établissait à 5,7 milliards d'euros.

"13.000 PME françaises vendent leurs produits sur Amazon, et elles ont créé environ 25.000 emplois", a indiqué Frédéric Duval, directeur général d'Amazon France. Pendant la pandémie, de nombreux commerces fermés ont accusé Amazon de profiter abusivement de la situation.

Le géant du numérique s'est toujours défendu en mettant en avant son rôle dans l'économie française, et avait lancé fin 2020 un programme de formation pour les commerçants désireux de réaliser leur transition numérique. Il a permis de former à ce jour environ 8.000 entrepreneurs.